ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux

Question écrite n° 75132

Texte de la question

M. Gilles d'Ettore attire l'attention de M. le ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État sur l'instauration d'une « taxe à l'émetteur » (IFER) qui serait applicable aux services de communication audiovisuelle autorisés par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Cette disposition arrive dans un contexte économique difficile alors que le secteur de la radio privée commerciale ne bénéficie d'aucune d'aide spécifique pour y faire face. Le paysage radiophonique français est un des plus diversifiés et pluralistes du monde, il est basé sur la gratuité de fréquences attribuées par appels aux candidatures en échange d'engagements sur les programmes, l'information, la diffusion de chansons françaises et de nouveaux talents, les contenus locaux. Cette « taxe à l'émetteur » prévue à l'article 1519 H de la loi de finances n° 2009-1673, est fixée à 220 € en 2010, majorée de frais de gestion pour chaque émetteur de radio ou de télévision. Son montant sera donc multiplié par le nombre d'émetteurs, et pénalisera les entreprises qui assurent la couverture des territoires et des populations dispersées. Elle pourrait remettre en cause la pluralité de notre paysage radiophonique et conduire à l'arrêt de certains émetteurs, privant ainsi nos concitoyens de certains programmes qui leur sont aujourd'hui accessibles. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il entend prendre pour aider les radios indépendantes, locales, régionales et thématiques et permettre ainsi leur pérennité.

Texte de la réponse

L'article 2-3 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 a prévu l'instauration d'une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) au profit des collectivités territoriales, applicable à compter du 1er janvier 2010. Conformément aux dispositions de l'article 1519 H du code général des impôts (CGI), l'IFER s'applique notamment aux stations radioélectriques dont la puissance impose un avis, un accord ou une déclaration à l'Agence nationale des fréquences. Le tarif de droit commun de l'IFER est fixé à 1 530 EUR par station. Pour les stations relevant de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, ce tarif est de 220 EUR par station. Le redevable de l'IFER est la personne qui dispose de stations radioélectriques pour les besoins de son activité professionnelle au 1er janvier de l'année d'imposition. Aussi, les radios associatives qui n'exercent pas d'activité lucrative et qui n'étaient de ce fait pas assujetties à la taxe professionnelle ne seront pas non plus assujetties à l'IFER car elles sont considérées comme ne disposant pas de stations radioélectriques pour les besoins de leur activité professionnelle. S'agissant des radios commerciales qui étaient soumises à la taxe professionnelle, elles enregistrent dans leur quasi-totalité une réduction nette de leur charge fiscale avec l'introduction de la contribution économique territoriale (CET). Ce gain demeure, y compris après prise en compte de l'IFER, qui touche celles de ces radios exploitant elles-mêmes des stations radioélectriques. Celles qui subiraient néanmoins un sursaut d'imposition supérieur à 10 % et à 500 EUR peuvent obtenir un dégrèvement pris en charge par l'État. Conformément aux dispositions de l'article 1647 c quinquies B du CGI, les pertes supérieures à 500 EUR et à 10 % seront dégrevées en totalité en 2010, à hauteur de 75 % en 2011, de 50 % en 2012 et de 25 % en 2013. Enfin, l'article 76 de la loi de finances précitée prévoit que le Gouvernement remettra au Parlement un rapport qui mettra en évidence les conséquences de la réforme de la taxe professionnelle pour les collectivités territoriales comme pour les

entreprises. Ce rapport tirera notamment les conséquences de la création de l'IFER.

Données clés

Auteur : M. Gilles d'Ettore
Circonscription : Hérault (7e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 75132
Rubrique : Impôts locaux
Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État
Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 30 mars 2010, page 3519
Réponse publiée le : 1er juin 2010, page 6098